

La libre circulation des personnes

Pourquoi les entreprises suisses ont besoin de collaborateurs étrangers

En Suisse, plus d'un quart de la population active est d'origine étrangère. Ce sont pour la plupart des travailleurs très recherchés, comme le confirment ci-dessous Novartis, Swisscom, Sulzer et l'Hôpital de l'Île à Berne, dont l'opinion coïncide assurément avec celle de nombreuses autres entreprises et institutions de diverses branches. La libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE joue dans ce contexte un rôle essentiel. **Par Daniela Baumann**

Quel profit l'économie suisse tire-t-elle de la libre-circulation des personnes? Quelles seraient les conséquences d'une restriction de l'immigration? A titre emblématique, quatre célèbres entreprises suisses actives dans l'industrie pharmaceutique, les télécommunications, les machines et métaux et la santé soulignent ici toute l'importance que revêt l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE pour l'économie et le marché du travail. Elles nous rappellent que cet accord leur est indispensable pour obtenir le personnel spécialisé dont elles ont besoin dans certains secteurs. Par ailleurs, elles font état de difficultés pour le recrutement de ressortissants d'États tiers situés hors UE/AELE.

Swisscom: spécialistes TIC demandés

Le problème qui se pose à Swisscom est celui de la pénurie de personnel spécialisé, notamment dans le secteur des

technologies d'information. «Pour nous, la libre circulation des personnes est essentielle si nous voulons rester en mesure de recruter suffisamment de spécialistes TIC, explique la porte-parole Annina Merk. L'accord passé avec l'UE a

«La libre circulation des personnes est nécessaire pour recruter des spécialistes en TIC.»

facilité l'embauche d'étrangers. Si on le dénonçait, Swisscom craint, dans le «cas le plus défavorable», que des postes ne puissent pas être occupés ou des projets réalisés en temps voulu. «Cela aurait des conséquences négatives pour nos affaires», affirme M. Merk.

Le leader suisse des télécom, domicilié dans la bourgade bernoise de Worblaufen, a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires net de 12 milliards de francs. Environ 16 pour cent des 16 000 emplois à plein temps qu'offre Swisscom en Suisse – soit environ 2 500 postes – sont occupés par des travailleurs étrangers provenant essentiellement de l'espace UE-/AELE.

Chez Sulzer, le risque de transfert serait aggravé

Même constat chez Sulzer, célèbre entreprise spécialisée dans la construction de machines et installations, les technologies de traitement de surface et la maintenance de turbines, générateurs et moteurs. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires annuel de 3,2 milliards de francs et compte environ 15 000 collaborateurs sur 160 sites dans le monde entier. En Suisse, où elle est domiciliée à Winterthur, elle occupe quelque 1 300 collaborateurs. Pour maintenir ce chiffre, Sulzer a besoin de la libre circulation des personnes (LCP). Beat Sigrist, son responsable RH, estime qu'un éventuel retour au régime du contingentement entraînerait «une accélération du transfert d'emplois hors de Suisse».

La maison Sulzer, précise-t-il, dépend particulièrement du personnel étranger pour ses secteurs d'ingénierie et à moyen terme, elle aura même du mal à pourvoir tous ses postes grâce aux ressortissants de l'UE. «Pour le domaine des machines en particulier, nous sommes particulièrement tributaires du personnel venant d'États tiers. Mais obtenir ce personnel ressemble de plus en plus au parcours du combattant». Actuelle-

Davantage d'emplois offerts que de spécialistes suisses dans le domaine des TIC: Swisscom doit donc recruter à l'étranger les professionnels qui lui manquent.

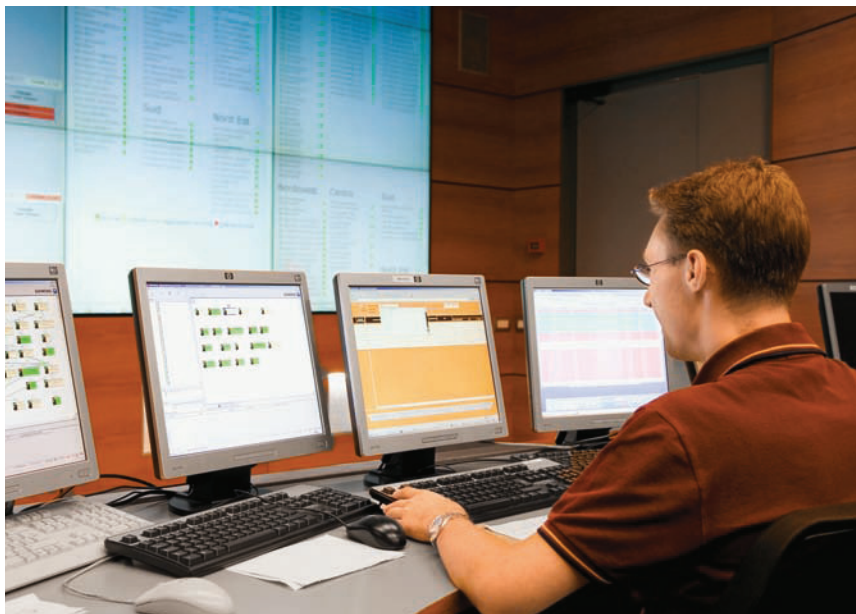


Photo: Swisscom

ment, le régime qui s'applique aux travailleurs issus d'États tiers équivaut pratiquement à un contingentement; sans compter qu'on ne peut les engager que si aucun travailleur équivalent n'est disponible ni sur le marché intérieur ni sur celui de l'UE-/AELE. «Et les efforts déployés pour recruter ce personnel dans marchés suisse et communautaire doivent être prouvés», martèle M. Sigrist, qui ajoute: «cette obligation fera l'objet d'une définition encore plus rigoureuse à l'avenir. Nous voudrions au contraire bénéficier d'une procédure plus souple.»

Hôpital de l'Île: capacités et qualité des prestations menacés

Le même discours est tenu à l'Hôpital de l'Île à Berne, l'un des principaux hôpitaux universitaires de Suisse avec ses 7000 collaborateurs, dont un quart est d'origine étrangère. Le directeur du personnel Markus Lüdi signale que dans le débat sur la libre circulation, on tend à oublier le fait que les hôpitaux ont aussi besoin de bons professionnels provenant de pays hors UE-/AELE, tels les États-Unis ou le Canada. «Or cette zone de recrutement demeure soumise à de fastidieuses procédures d'autorisation. Depuis l'introduction de la libre circulation

«Embaucher du personnel d'États tiers est devenu beaucoup plus difficile.»

des personnes avec l'UE, il est devenu beaucoup plus difficile d'engager du personnel d'États tiers.»

L'activité centrale de l'hôpital universitaire bernois comprend les services médicaux, l'enseignement et la recherche, ainsi que la formation aux divers métiers de la santé. L'établissement n'oppose que 700 millions de francs de recettes à peine à ses quelque 1,1 milliard de francs de dépenses et la différence est prise en charge par le canton. Sans collaborateurs étrangers, les prestations de l'Hôpital de l'Île, comme celles de tous les grands hôpitaux suisses, ne



A Abou Dhabi, par exemple, le personnel de Sulzer est aussi international qu'en Suisse.

seraient plus assurées dans les quantités actuelles, ni dans la même qualité, souligne M. Lüdi. En cas de restriction de la libre circulation, le responsable du personnel craint en particulier une pénurie sensible de spécialistes dans les secteurs chirurgie, médecine intensive et diagnostic. Il plaide donc pour une «culture de l'ouverture des frontières»: «A l'inverse, insiste-t-il, il est essentiel que les futurs éléments de la relève suisse en médecine et en recherche soient bien accueillis à l'étranger et y trouvent de bonnes occasions de formation continue à des postes exigeants.»

Novartis: nombreux frontaliers

Chez Novartis, entreprise pharmaceutique suisse active dans plus de 140 pays, on met en évidence les avantages de la LCP pour l'économie nationale: «L'accord bilatéral avec l'UE, et plus particulièrement la libre circulation des personnes, a grandement contribué au succès économique que la Suisse a connu ces dernières années», rappelle Armin Züst, chef de Novartis Suisse. Sans cet accord, précise-t-il, la société Novartis ne pourrait pas être aussi active qu'elle l'est au-

jourd'hui dans le domaine de la recherche et le développement ni dans celui de la production. Grâce aux nouveaux médicaments et thérapies qu'elle a développés l'an dernier, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 52,7 milliards de francs, dont 608 millions sur sol suisse.

Cette pharma domiciliée à Bâle emploie plus de 119 000 personnes dans le monde, dont 12 500 en Suisse. Les Suisses forment un tiers de l'effectif helvétique, les ressortissants de l'UE-/AELE un peu plus de la moitié et les ressortissants d'États tiers le reste des 90 nationalités que représente au total le personnel de la société. Près de 14 pour cent des employés de la région de Bâle vivent en Allemagne et plus de 20 pour cent en France. De nombreux employés viennent également de Grande-Bretagne et d'Italie. Comme le relève Armin Züst, «toute atteinte à la libre circulation des personnes ne mettrait pas en danger les seuls emplois de Novartis. De chacun des 12 500 postes offerts par Novartis en Suisse dépendent 4 postes supplémentaires, liés aux acquisitions de biens et de services de la multinationale.» ■